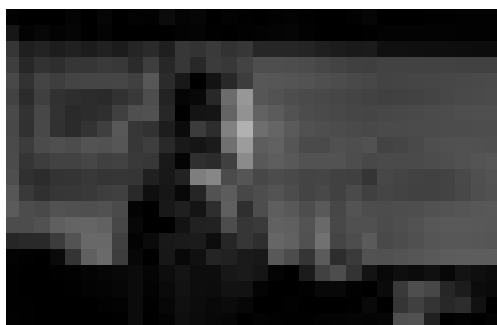


WALSPLITTER

Déi Gréng - „Grün der Hoffnung Fernen blühn“

(RK) - Bevor am Sonntagabend die ersten Hochrechnungen vorlagen, durften sich die Grünen Hoffnungen machen. So hatten sie in den Meinungsumfragen am besten abgeschnitten bei den beiden Fragen, für welche Partei man eine Stärkung wünsche und für welche man eine solche erwarte. Doch die ersten Auszählungen brachten den Grünen nur Hiobsbotschaften - außer im Ostbezirk, wo sowieso kein zusätzlicher Sitz für sie zu holen war. Die Endresultate bestätigten leichte Verluste in den drei anderen Bezirken, doch der Zuwachs um zwei Prozentpunkte im Osten führt zu einem nationalen Ergebnis von plus 0,13 Punkten. „Wir sind nicht unzufrieden“, versicherte der Abgeordnete Felix Braz bei der Pressekonferenz der Grünen am Montag. Den deutlichen Erfolg der beiden kleinen linken Listen unterschlagend, freute er sich: „Wir sind die Einzigen, die nicht gegen die CSV verloren haben.“ Auch François Bausch wies auf den „schwierigen Krisenwahlkampf gegen den Mastodonten CSV“ hin. Die Wähler hätten dieser Partei abgenommen, dass sie die Krise meistern könne, weil sie nichts von deren Auswirkungen gespürt hätten - noch nicht. Das Ergebnis seiner Partei zeige, so Bausch, dass die Umweltthemen, anders als manche dächten, für die Bevölkerung nicht in den Hintergrund getreten seien. Der grüne Leader erteilte Spekulationen über eine - rechnerisch mögliche - schwarz-grüne Regierung eine klare Absage. „Wir gehen nicht mit 7 zu 26 Abgeordnete in eine Koalition.“ Und Bausch fügte hinzu, auf Jean-Claude Junckers Fernsehauftritt am Wahlabend anspielend: „Schon gar nicht mit einer Partei, die sich in einer Art Trance befindet.“

DP - Mit einem blauen Auge davongekommen

(ergué) - Guido Westerwelle wäre sicher zufrieden: 14,98 Prozent wären für seine Partei der Besserverdiener ein mehr als gutes Ergebnis. Nicht so für die DP, die vor allem in einer Reihe ihrer Hochburgen ihren Status als Partei des erweiterten

Mittelstandes eingebüßt hat. Im Zentrum ist die Folge hiervon besonders schmerzlich: Die DP-Parlamentsfraktion ist nunmehr, nach Verlust eines Sitzes, nur noch einstellig. Und wäre der Wackelsitz im Norden tatsächlich an die LSAP gefallen, dann hätte die DP sich definitiv im Lager der Kleinparteien wieder gefunden. Doch außer im Süden, wo der junge Spitzenkandidat Claude Meisch im Wettstreit mit Juncker und Asselborn sogar einen Stimmenzuwachs für seine Partei erzielte, sackte die DP überall um ein bis zwei Prozentpunkte ab. Der Trend ist umso bedenklicher, als schon 2004 kein gutes Jahr für die DP gewesen war. Nimmt man als Messlatte die Ergebnisse von 1999, dann haben die Liberalen innerhalb von zehn Jahren ein Drittel ihres Stimmenpotentials eingebüßt. Obwohl die personelle Erneuerung der Partei gelungen zu sein scheint - die jungen DP-Amtsinhaber schnitten im Vergleich zu ihren älteren Mitstreitern relativ gut ab - wird dennoch der soziologische Wandel in der Luxemburger Gesellschaft der DP zum Verhängnis. Wenn der Mittelstand bei zweimal Mindestlohn beginnt, wie dies in so mancher politischen Debatte vorgerechnet wurde, dann sieht sich die DP in direkter Konkurrenz zur CSV und sogar zur LSAP. Hinsichtlich gesellschaftspolitischer Fragen haben die Rolle der Liberalen längst die Grünen übernommen, während bei den wirtschaftspolitischen Entscheidungsträgern seit Jahrzehnten die CSV die Nase vorn hat. Da die DP in der Opposition verharren muss und zudem einen Sitz eingebüßt hat, wird es schwer sein, den Erneuerungsprozess weiterzutreiben. Lediglich im Norden zieht mit André Bauler ein neues Gesicht in die Chamber ein. Allein das Europaresultat könnte die liberalen Truppen etwas aufgemuntert haben, doch geht dieser Erfolg wohl ganz auf das Konto des Spitzenkandidaten Charles Goerens.

DOSSIER WALLEN

FEMMES

Lente progression

David Wagner

Les femmes seront un peu plus présentes dans la Chambre des député-e-s. Mais la progression reste très lente : la faute au système électoral qui table sur la notoriété des candidats - dont la majorité reste des hommes.

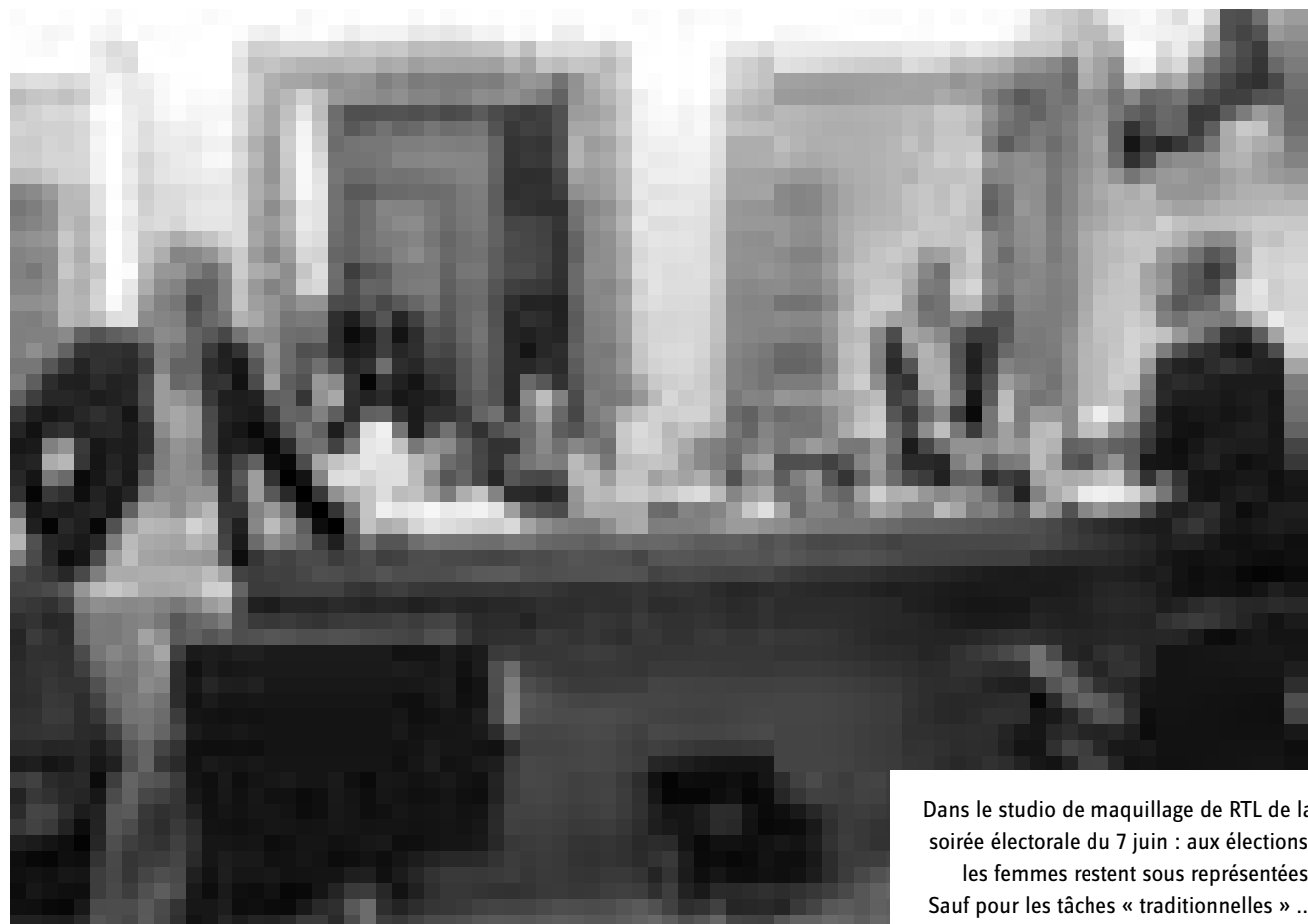
La non réélection du président à la Chambre des député-e-s du président de l'ADR Robert Mehlen n'a pas été l'unique surprise de la soirée électorale du 7 juin. La défaite des libéraux et leur probable maintien sur les bancs de l'opposition a causé un dommage collatéral peut-être moins réjouissant : la fin de carrière d'une « grande dame » de la politique nationale, à savoir Colette Flesch. Première remplaçante sur la liste du Centre du DP, il se peut que Flesch ne mette plus les pieds dans le plénum du Marché-aux-Herbes. C'est toute une époque qui se termine donc avec la non réélection directe de celle qui fut la première femme Vice-présidente d'un gouvernement ainsi que la première femme à revêtir le poste de bourgmestre de la capitale.

Mais le départ de cette vétérane de la politique ne se traduira probablement pas par l'arrivée de nouvelles têtes féminines sous cette législature. Certes, le nombre de femmes directement élues à la Chambre pour cette législature dépasse celui de 2004 : 15 au lieu de douze. Comme l'a remarqué le Conseil national des femmes (CNFL), lors de la présentation de

son bilan concernant la participation des femmes aux élections législatives et européennes de cette année, seule une parmi ces 15 n'était ni ministre, ni députée sortante : Tania Gibéryen, élue deuxième dans le Sud sur la liste de l'ADR, juste derrière son père, Gast, le président de la fraction et véritable leader du parti. Mais il ne fait pas toujours bon d'être héritière en politique. En effet, la législation luxembourgeoise interdit aux membres d'une même famille liés au premier degré de siéger en même temps au parlement - contrairement, par exemple, au parlement européen, ce que fit remarquer la présidente du CNFL et l'inoxydable eurodéputée du CSV Astrid Lulling. Ironie de l'histoire, c'est Fernand Kartheiser, secrétaire de la machiste Association des Hommes du Luxembourg, élu troisième sur cette même liste, qui prendra la place de la fille Gibéryen.

Cette situation cocasse contredit d'une certaine manière la logique qui voudrait qu'un parti présentant un grand nombre de femmes soit un parti engagé en faveur de la cause féminine et encore moins féministe. Après tout, l'ADR avait presque atteint la parité sur les listes des législatives, en présentant 27 femmes sur 60 candidats, se positionnant ainsi juste derrière les Verts qui en ont présenté 29. Par contre, des six candidats sur la liste européenne de l'ADR, tous étaient des hommes, ce qui amène les auteures du rapport du CNFL à s'interroger

PHOTO : BRIGITTE LICHTFUSS



Dans le studio de maquillage de RTL de la soirée électorale du 7 juin : aux élections, les femmes restent sous représentées. Sauf pour les tâches « traditionnelles » ...

si « pour les partis politiques les femmes candidates ne restent pas encore à un certain degré une masse de manoeuvre politique au lieu de partenaires politiques reconnues à leur juste valeur ».

D'ailleurs, la question de la présentation des candidatures féminines révèle plus d'un paradoxe. A propos des Verts justement, pour lesquels la question de la parité entre les sexes constitue un aspect fondamental, ils remplissent avec la même fraction que sous la législature précédente : six hommes et une seule femme, Viviane Loschetter. Et si « Déi Lénk » n'a présenté cette fois-ci que 19 femmes, accusant même en tant que seul parti une baisse de 10 pour cent de candidates par rapport à 2004, il n'avait pas moins pour autant été loué par le CNFL, pendant la campagne électorale, pour avoir présenté le meilleur programme dans le domaine de l'égalité des sexes. Quant aux socialistes, dont le nombre de candidates, avec 15 sur 60, était le moins élevé de tous les partis présentant des listes complètes - ce qui avait d'ailleurs fait grincer un certain nombre de dents, comme leur députée Lydie Err, ils s'en tirent au final bien mieux que les autres avec une proportion d'élues de 30,8 pour cent. Evidemment, en nombres absolus, c'est le CSV qui rafle la mise, avec le plus grand nombre de femmes élues, à savoir sept : mais avec un total de 26 député-e-s, elles ne représentent que 26,9 pour cent de la fraction,

ce qui place tout de même les chrétiens-sociaux en deuxième position. De toute évidence, les grands partis éprouvent moins de mal à présenter, voire à faire élire un nombre plus important de femmes : c'est aussi une question de masse critique.

Consolation pour les socialistes

Mais la présentation de candidates semble aussi être un phénomène régional. Ainsi, dans la circonscription Nord, réputée pour son caractère plus conservateur, le taux des élues n'a pas évolué depuis 1984, plafonnant à 11,1 pour cent. Dans l'autre petite circonscription rurale, l'Est, la situation est pourtant différente : si elle se maintient à zéro pour cent d'élues (il s'agit évidemment d'élues directes) jusqu'en 1999, le taux atteint 28,6 pour cent en 1999, pour retomber à 14,3 pour cent en 2004, avant d'atteindre cette fois-ci 42,9 pour cent, c'est-à-dire le taux d'élues le plus élevé de toutes les circonscriptions ! Evidemment, tout comme au niveau des partis, la masse critique joue un rôle non négligeable au niveau des circonscriptions : avec uniquement sept députés, les variations dans la circonscription Est peuvent être énormes, mais ne pas forcément correspondre à une tendance sur la longue durée. De plus, ce score est avant tout dû au CSV, qui a su mettre en valeur un certain nombre de femmes dans cette région, dont la secrétaire d'Etat Octavie

Modert, la députée Françoise Hetto-Gaasch et la très catholique Marie-Josée Frank, qui s'était illustrée pour sa virulence lors des débats sur la légalisation de l'euthanasie.

Par contre, les tendances lourdes sont repérables dans les circonscriptions plus importantes, telles le Sud (23 députés à élire) et le Centre (21 députés). Cette dernière, bastion du libéralisme et à l'avant-garde de l'ouverture d'esprit, capitale oblige, s'est, depuis les élections de 1984, démarquée par son plus fort taux d'élues féminines, se maintenant, de 1994 à 2004 à 33,3 pour cent. Mais cette année, la tendance a fortement baissé, tombant à 23,8 pour cent, se laissant ainsi dépasser par l'Est et le Sud, qui atteint cette fois-ci 26,1 pour cent. Les raisons se trouvent en partie dans la défaite électorale du DP, dont le bastion est le Centre. En effet, si des femmes comme Lydie Polfer et Anne Brasseur se maintiennent et se plaçaient, avec Colette Flesch, en tête de peloton, les libéraux du Centre sont en passe de se remasculiniser, notamment avec un Xavier Bettel, se positionnant à la tête de la liste et le bourgmestre de la capitale, Paul Helminger. Dans le Sud par contre, les socialistes alignent un certain nombre de femmes, avec Lydia Mutsch, Lydie Err ou Claudia Dall'Agnol.

Au vu de ces résultats, le rapport questionne le rôle que jouent les quotas que les partis s'imposent plus ou moins dans la favorisation de

l'émergence de candidates et surtout d'élues : « (...) il est vrai que c'est seulement un aspect parmi d'autres qui peuvent jouer en faveur de l'augmentation du taux des femmes élues : en effet, chez les femmes aussi, ce sont essentiellement les figures politiques connues qui ont le plus de chances d'être élues (...) ». La faute au sacrosaint système du panachage ? Même si le rapport ne se prononce pas sur ce sujet, l'on peut imaginer qu'une législation plus contraignante serait une manière de mettre en place une véritable parité des sexes dans la représentation nationale. Des listes bloquées, peut-être avec un système de « tirette » (femme-homme-femme) pourraient y contribuer. Mais encore faudrait-il renoncer au panachage. Et comme le taux de notoriété est déterminant dans notre système électoral, plus efficace encore que les quotas, serait certainement l'engagement des partis de mettre en avant de manière plus offensive ses candidates. « Et cela ne peut pas commencer trois mois avant les élections », estime Renée Wagener, une des auteures du rapport. Mais nous en sommes encore loin : lors de la table ronde officielle télévisée, réunissant les têtes de liste des différents partis, il n'y avait pas une seule femme..